

<http://www.snetap-fsu.fr/Budget-et-structures-de-premieres.html>



# **Budget et structures : de premières avancées obtenues grâce à la mobilisation des personnels !**

- Nos Actions - Archives - 2005-06 - Archives -  
Date de mise en ligne : mercredi 7 décembre 2005

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

## Une prise de conscience progressive débouchant sur de fortes mobilisations

- Si à la rentrée de septembre les personnels n'avaient pas tous mesuré les conséquences qu'allait induire le budget catastrophique alloué à l'enseignement agricole public, la **baisse de 3% de la DGH** et ses déclinaisons région par région ont par contre fait prendre conscience aux personnels du véritable massacre dont l'enseignement agricole public était l'objet.
- Etablissement par établissement, région par région, les mobilisations se sont alors développées et amplifiées ([Consultez la page consacrée aux établissements en lutte](#)).

## Un soutien déterminé des instances nationales du SNETAP aux établissements dans l'action

Après le **boycott du CTPC-DGER** structures du 24 novembre ([Voir communiqué](#)), le Snetap a décidé d'amplifier la mobilisation.

- Obtenant le retrait du point « Structures » du **CTPC-DGER** re-convoqué le 29 novembre, il a convoqué, parallèlement au rassemblement national **ATOSS/IATOS** prévu le 30 novembre à l'**ENV** d'Alfort, un groupe national de travail sur les structures, émanant du Conseil Syndical National et associant des **régions** et établissements particulièrement mobilisés.

## Une négociation sous la pression des personnels.

- Excédés par l'absence de réponse de la DGER et du Cabinet aux mobilisations en cours, et mandaté par les instances nationales, **les trente militants de ce groupe ont investi à 18h00 la salle de la Bibliothèque de la DGER et ne l'ont quittée qu'à 23h15**, contraignant le directeur général et son adjoint à entamer une **négociation sous le contrôle des personnels**.
- C'est avec l'**aval du Cabinet de Dominique Bussereau**, consulté à plusieurs reprises par le DG pendant la négociation, et **après 5 heures de discussions, que le Directeur général a signé un document reconnaissant la nécessité d'abonder le budget de l'enseignement agricole public, et chiffrant la hauteur d'un rattrapage immédiat à 5 millions d'euros - chiffre estimé par la DGER pour annuler la baisse de la DGH** ([Consultez le document signé par le DG](#)).
- Si le SNETAP considère cet acquis comme nettement insuffisant, **il permet cependant d'exiger dans toutes**

les régions une rediscussion des structures sur la base d'une DGH maintenue et non plus en baisse de 3%.

## **Amplifier les mobilisations.**

- Le SNETAP a ainsi mis un coup d'arrêt aux discours mensongers du Ministre et de son Cabinet, qui reconnaissent ainsi explicitement l'insuffisance des crédits alloués à l'enseignement agricole public, contrairement à leurs allégations précédentes.

*[ Le Sénat, qui débattait le 1er décembre du budget de la mission « enseignement scolaire » dans laquelle l'enseignement technique agricole est désormais inclus, a voté une rallonge de 15 millions d'euros en faveur de l'enseignement technique agricole, qui, selon le document signé par le Directeur Général, devrait être répartie « dans le cadre d'un traitement équitable » entre ses différentes composantes.*

*Sur ces 15 millions, 7 sont normalement réservés à l'abondement des bourses, les crédits initialement prévus étant insuffisants.*

*La DGER et le Cabinet du ministre doivent maintenant décider de la répartition de cette rallonge. ]*

- La DGER doit donc aujourd'hui remettre à plat le dossier « Structures » sur la base d'une DGH maintenue.
- Les DRAF et [SRFD](#) doivent dans chaque région faire de nouvelles propositions sur ces nouvelles bases. **Ce n'est que si les [CTPR](#) se tiennent à nouveau sous la pression des personnels que les engagements seront tenus.**
- Dans chaque région, **avant le CTPC-DGER du 15 décembre**, il faut, par la mobilisation des personnels, obtenir de nouvelles propositions, de nouveaux CTPR, sur la base de DGH maintenues.

## **Aller vers une mobilisation nationale, pour exiger une nouvelle ambition pour l'enseignement agricole public.**

- Le SNETAP n'accepte pas que ce gouvernement contraigne les personnels à se mobiliser et à perdre des journées de salaire pour la seule survie du secteur public de l'enseignement agricole, **il a avec les personnels d'autres ambitions pour les établissements publics.**
- Il se mobilisera en appelant l'ensemble des partenaires à construire avec lui un vaste mouvement dès la rentrée de janvier : **« Un vrai projet pour l'enseignement agricole public ! Un collectif budgétaire pour l'enseignement agricole public ! »**

## **Mobiliser tous les défenseurs du service public.**

## **Budget et structures : de premières avancées obtenues grâce à la mobilisation des personnels !**

- **Le SNETAP constate avec colère** qu'à l'opposé des établissements du privé, pour lesquels **les mobilisations sont suscitées et organisées par la hiérarchie, pour le service public, ceux-là mêmes qui devraient le défendre et le promouvoir en sont les premiers bourreaux.**
- Il appelle tous les échelons de la hiérarchie qui restent convaincus de la nécessité de maintenir un vrai service public, à se mobiliser avec les personnels pour contribuer à faire émerger une nouvelle ambition pour l'enseignement agricole public.